

Vers de nouveaux foyers de guerre ?

## MENACES sur l'Europe et les Balkans

La Corée retient toujours une grande partie des activités diplomatiques après l'apparente défaite qui ne saurait, pour autant, faire croire à des concessions réelles. Des concessions, l'histoire l'a montré, ne sont souhaitées de part et d'autre que pour gagner du temps et pour éviter que la fatalité des événements prenne le pas sur les activités « raisonnées » des gouvernements.

La guerre continue, militaire et diplomatique, et ce qui est révélateur c'est que lorsque les troupes américaines ou chinoises progressent, les diplomates des deux blocs, freinés par la 3<sup>e</sup> position asiatique (Indes et pays arabes), présentent leur argumentation en considération des progrès militaires.

Un fait caractéristique : Américains et Sino-Soviétiques se renvoient la balle au sujet de la responsabilité du drame de Corée. Ici, l'agresseur est le Coréen soviétisé et le Chinois qui lui prête main-forte, en face l'agresseur c'est l'Américain emporté par son délire de puissance. Ce qui est certain, c'est que les agresseurs sont des deux côtés. La stratégie américaine englobe dans le système de défense de l'hémisphère américain la Corée comme base tactique très avancée, ensuite Formose et le Japon, puis tout le système insulaire de l'océan Pacifique qui, en arc de cercle, comprend les Aléoutiennes, Pearl Harbour, les îles Mariannes, l'archipel Bismarck, l'archipel des îles Hawaï, les Philippines, et ce, jusqu'en Afrique du Sud.

Dans la stratégie sino-soviétique, la Corée toute entière libérée des « agresseurs américains », c'est les mains libres pour sauter sur les premières îles japonaises et, de là, suivre la poussée japonaise de 1941 vers les mers du Sud, aux îles à pétrole, textile et caoutchouc.

L'agression est donc bien partagée. Si l'un des agresseurs a commencé l'agression, l'autre, après avoir préparé l'agression, a riposté, ce qui prouve que les intentions de l'un et de l'autre étaient aussi ténébreuses, mais, vis-à-vis de l'opinion mondiale, il fallait se donner un masque d'« agresseur », de victime, qui ne fait que se défendre et qui, de ce fait, doit avoir derrière elle l'appui moral de l'opinion tout entière.

Le 38<sup>e</sup> parallèle est de nouveau presque atteint par les « forces des Nations Unies ». Le commandement chinois va-t-il s'en tenir là et « laissez

ser tomber » l'histoire de Corée qui est un morceau dur à avaler ?

La situation intérieure de la Chine commande-t-elle d'en finir, sans « perdre la face », en présentant l'offensive chinoise du mois dernier comme une auto-protection des centrales du Yalu à caractère punitif ? D'un autre côté, Mac Arthur aura-t-il les ordres d'interpréter le ramolissement des forces chinoises comme le moment opportun d'une poussée mécanisée ? Ce va-et-vient ne peut durer longtemps.

D'autre part, les 300.000 soldats du Viet-Minh, équipés d'armes américaines, japonaises et chinoises, ont devant eux les 420.000 hommes de de Lattre de Tassigny, bien armés, ce qui présage une guerre encore longue en Indochine, où le sang coule depuis cinq ans.

(Suite page 2, col. 5.)

## LES GANGSTERS DE LYON

n'ont rien de commun avec le Mouvement Anarchiste Espagnol

Machination policière de grand style, appuyée par des journalistes infâmes, déjà déjouée !

La population a appris avec stupeur par la grande presse à gages, que l'attaque du fourgon postal de Lyon et la tuerie qui s'en est suivie, avaient pour auteurs le « parti anarchiste espagnol ». Comme l'immense majorité des travailleurs de France connaît et estime les travailleurs espagnols, il a fallu que les officiers policiers et les journaux bourgeois rivalisent de mensonges et de procédés indignes pour es-

sayer d'accréditer cette affirmation que les organisations anarchistes espagnoles vivent de « hold up ».

Le « Libertaire » est aujourd'hui en mesure de faire toute la lumière sur cette affaire.

### LES FAITS

Les auteurs du « hold up » de Lyon n'appartiennent pas à la C.N.T. d'Espagne en exil et ne sont en aucune façon membres d'une organisation anarchiste. On peut se demander à la suite de quelles pressions les inculpés ont été amenés à se recommander de la C.N.T. et de la F.A.I.

La C.N.T. est une organisation qui contrôle en France 25.000 travailleurs espagnols, dont chacun peut prouver ses ressources. Ces milliers d'ouvriers des mines et des barrages (parfois 50 % de l'effectif ouvrier) sont-ils des gangsters ?

Autant sans doute que 5.000 des leurs morts dans les camps d'illustres galeuses, la plupart du temps agents de Franco, et infiltrés dans le mouvement anarchiste espagnol pour le compromettre aux yeux du peuple français par des actes de droit commun.

Dès la semaine dernière, un rapport précis en ce sens, avec témoignages (circulaires confidentielles, comptes rendus, etc.) a été remis à des journalistes, des hommes politiques, afin que « s'ils sont de bonne foi — justice soit rendue à nos camarades ».

La C.N.T., le mouvement anarchiste espagnol, condamnant l'attentat meurtrier de Lyon et ne s'insurgeant en rien contre le fait que la police française poursuive des criminels de droit commun et leurs complices. Mais la police française, trop heureuse de trouver enfin, après 10 ans de séjour paisible ou marqué d'actes d'hostilité au totalitarisme (opposition à Vichy, résistance), l'existence de ce mouvement anarchiste international, s'efforce de confondre quelques malfaiteurs avec une organisation parfaitement connue, et dont la tenue à l'égard des autorités françaises a toujours été parfaitement correcte.

Pour cela, dès les premières heures, on arrête, perquisitionne, interroge, brutalise. Plus de 2.000 Espagnols de la région de Lyon sont victimes des procédés policiers, et pas seulement les anarchistes : tout ce qui est espagnol est suspecté (on voit ici la volonté de jouer sur la xénophobie de quelques milieux français). Quelques Espagnols sont arrêtés comme complices... parce qu'ils avouent connaître plus ou moins les coupables. Or, chacun sait que dans les milieux émigrés, vivant repliés sur eux-mêmes, tous se connaissent dans une même ville, même entre adversaires politiques.

Plus encore, la police, franchissant délibérément les limites du judiciaire, entre sans hésitation dans la politique — elle s'en vante — arrête plusieurs membres de la direction de la C.N.T. espagnole en exil et en maintient deux en état d'arrestation. Or, ces hommes sont l'image même de l'intégrité. Celui sur lequel on s'acharne, Jose Peirats, a toujours et personnellement condamné les actes à caractère d'agression et son passé est garant de sa parfaite moralité. C'est cet homme, un des plus purs des nôtres, que la police comptait faire passer pour l'instigateur du hold-up de Lyon : elle ne pouvait plus mal tomber.

(Suite page 2, col. 1.)

LES 100 FR. DU « LIB »...

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 255  
VENDREDI 9 FEVRIER 1951  
LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louisa

MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

## LE REARMEMENT cause de corruption et de misère

NOUS sommes en plein dans l'engrenage du réarmement, les hausses récentes et continues en témoignent. La guerre est une opération payée intégralement par les travailleurs. Les événements illustrent ce point de vue et les déclarations réitérées des « politiques » sur les sacrifices indispensables sont schématiques.

La classe ouvrière écrasée par le climat de guerre qui sournoisement se développe et empoisonne l'atmosphère n'a pas les réflexes indispensables pour « contrer » la politique générale du gouvernement qui prend un soin minutieux de tous ses engagements souscrits dans le cadre du pacte Atlantique Nord.

Dans la situation déterminée par la rareté des matières premières, la spéculation, les stocks clandestins, la rarefaction artificielle des denrées de base, les économistes de « grande valeur » parlent d'une action possible sur les prix grâce à une politique gouvernementale devant agir sur les crédits.

La, deux positions. Les uns disent : « En coupant les crédits bancaires on empêche le financement de marchandises stockées ».

des matières premières, les augmentations de salaires, tout cela nous met en pleine difficulté ».

Allez sortir de cet engrenage dans lequel le capitalisme et l'Etat nous entraînent, allez sortir de ce dédale économique en restant accroché à l'idée que tout peut s'arranger si les maîtres de la production et de la distribution le veulent.

On nous dit que le bifeck a augmenté, la ménagère paie son escalope et sa côtelette plus cher qu'en novembre 1950, mais ce n'est la faute de personne. C'est la saison qui veut ça parce que dans les fins et les débuts d'années il y a peu de bon bétail d'élevage.

Si le veau est cher, continuent les « économistes » c'est qu'il est plus profitable au producteur de « faire » du lait que de nourrir de jeunes animaux, on peut toujours expliquer et légitimer le fait que la misère s'accroît.

Vous vous plaignez de l'exagération des prix de charcuterie ? L'économiste répond : « Le porc est cher parce que pendant un an, il fut bon marché et que de ce fait les producteurs se sont débarrassés de leurs truies. Maintenant, il y a ce peu de porcelets, c'est donc le consommateur qui doit payer, payer cette merveille que l'on appelle les fluctuations, de l'offre et de la demande, l'abondance étant une catastrophe ».

Et ce qui est valable pour la viande, l'est pour les produits de crèmerie, d'épicerie, pour l'habillement, la bonneterie, la chaussure et les innombrables produits industriels et commerciaux qui, malgré les difficultés de débouchés ont subi des variations à la hausse. Car il est évident que les 3 millions de salariés qui gagnent moins de 45.000 francs ne peuvent pas acheter grand-chose avec leurs 500 fr. par jour.

Le Conseil du Patronat, lui, estime que les travailleurs ne doivent pas se plaindre. Le coût de la vie, dit-il, a augmenté de 34 %, les salaires de 45,88 %. C'est à en oublier une « crise de nerfs ». Ces messieurs qui dépendent des fortunes à la roulette, au bacarra ou bien en clips, rivières de diamant pour la dame de leur cœur, estiment que 15.939 francs cela suffit pour un

ménage ouvrier. Si on pouvait les consoler : « Malheur ! qu'allez-vous faire. Il faut du crédit parce que les entreprises ont une trésorerie à sec. Les taxes, la Sécurité sociale, la hausse d'impôt à ce salaire, ils mettraient le feu à la société ».

La patience ouvrière est digne d'une médaille d'or.

CORRUPTION ET BLA-BLA  
A leurs moments perdus ceux qui rêvent les grandes vertus du patronat, la hardiesse des chefs d'entreprise, des hommes d'affaires, des spéculateurs versent des larmes de crocodile sur l'écrasement de la hiérarchie. Les pauvres directeurs et sous-directeurs, les pauvres ingénieurs, les pauvres contre-maîtres, les pauvres cadres, ce sont les grands sacrifiés. Peut-être que l'ouvrier qualifié et le manoeuvre gagnent trop.

(Suite page 2, col. 1.)

## Sept noirs électrocutés aux U.S.A. !

Ainsi ils ont osé ! Sept hommes ont été conduits à la mort, non à cause de leurs opinions ou de leurs actes, mais bien par suite de la couleur de leur peau, de leur appartenance à une race d'hommes, dont le maintien en esclavage contribue à la prospérité de la « démocratie » américaine. Pas une preuve n'a pu être apportée par les juges racistes. La victime elle-même s'est refusée lorsqu'il lui a fallu reconnaître ses prétendus agresseurs et débusquer lors, elle a disparu !

Toutes les protestations sont restées vaines. Du monde entier des télégrammes ont afflué vers Battle, gouverneur

de l'Etat de Virginie et Vinson, président de la Cour Suprême des Etats-Unis. Mais ceux-ci ont déclaré qu'ils ne faibliraient pas devant la « Propagande », faite autour de leur forfait. Et ils n'ont pas faibli !

LA FEDERATION ANARCHISTE elle aussi a tenu à intercéder en faveur des victimes, à exprimer son indignation devant l'impudence de telles exécutions qui sont plus fréquentes qu'on ne pense au pays du capitalisme, ce système qui favorise l'exécution de toutes les haines.

Nous avons adressé à l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, un télégramme dont voici le texte :

AMBASSADE ETATS-UNIS PARIS  
2, avenue Gabriel

Fédération Anarchiste Française proteste énergiquement contre inique exécution noirs MARTINSVILLE, forfaitisme crimes fascistes.

Notre geste a été inutile. Mais nous venons d'apprendre que les racistes américains préparaient un nouveau crime : Six noirs de Trenton, en prison depuis deux ans pour le prétendu assassinat d'un vieillard, sont menacés de subir le même sort que leurs sept frères de Martinsville.

L'opinion publique ne doit pas laisser ce nouveau crime s'accomplir. De toutes parts, et dès aujourd'hui, la protestation doit s'élever. Il faut que les racistes américains sentent le poids de leur infamie, IL FAUT QU'ILS REGRETTENT !

## ELECTIONS EN ALGERIE

Les bateleurs s'agitent sur les tréteaux électoraux. Sur les journaux, le dernier discours de Truman ou de Staline, et le crime du jour se sont rétrécis pour faire place aux promesses mirabolantes des charlatans en quête d'une banquette à l'Assemblée algérienne dont sonne l'heure du renouvellement partiel. L'Algérie va voter ; quand ces lignes paraîtront, les jeux seront faits... Et tout continuera comme par le passé. Les Agrariens au pouvoir, vinnassiers et céréaliculteurs continueront de défendre leurs intérêts de maîtres de la glèbe. Avocats et professeurs en rupture de barreau ou de chaire auront trouvé un nouvel auditoire. Quelques échafaudages staliniens — il faut de tout pour faire un monde — défendront les intérêts du prolétariat et de la hiérarchie réunis.

Quel bilan présenteront les membres sortants ? Il est bref : les communes mixtes des territoires du Sud maintenues sous l'arbitraire militaire, la Sécurité sociale sabotée du fait de sa non-application aux travailleurs agricoles (1/4 de la population algérienne, 2/3 du prolétariat), la scolarisation de 90 % des illettrés compromise par d'insuffisants crédits, et tout à l'avenant.

Projets : par la voie autorisée du président Flinnols, retour de France où il était allé aux ordres, nous apprenons que l'Algérie devra participer à l'effort de « Défense de l'Occident » en comprenant les dépenses sociales du budget au profit de celles militaires.

D'ailleurs, qu'est cette Assemblée ? Son pouvoir : Le gouverneur général est responsable de ses actes devant le gouvernement de la République (article 4 du Statut). Ses initiatives : sous peine de dissolution, l'Assemblée est dans l'obligation de voter le budget établi par le G. G. sous contrôle du ministère de l'Intérieur (art. 46 et 21).

Son mode d'élection : basé sur la discrimination raciale : deux collèges : un musulman, un européen ; des élus : préfabriqués par la conflagration des urnes truquées, des comptes rendus maquillés, des pressions et répressions politiques.

Ainsi, tarée comme les Parlements nationaux, de plus, étroitement limitée en ses attributions, élue par fraude et corruption, dominée par une majorité agrarienne (70 députés totalisent 300.000 ha), l'Assemblée algérienne est une caricature de Parlement, comme le Parlement est une caricature de « démocratie ».

Le nombre des abstentions nous apprendra peut-être que, si les Algériens n'ont pas encore compris que leur émancipation ne devra rien aux politiciens, démagogues, nationalistes staliniens ou arabes, ils ne sont pas dupes, et ils démontreront à leurs élus qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes, pâles valets aux ordres du capital.

Martin (M.L.N.A.).  
(Voir en page 4 un manifeste du Mouvement Libertaire Nord-Africain.)

Retenez votre Soirée

Retenez votre Soirée



## LES GANGSTERS DE LYON

(Suite de la première page)

Alors, furieuse de ses bêtises, elle laisse la suite du travail à la presse servile ou plus spécialement à « France-Soir », spécialisé depuis quelque temps dans la colonie anti-anarchiste, et à « l'Aurore », le journal de chantage vichyste-gaulliste-franquiste. Cette presse d'insinuer que Peirats est ce vagabond, cet homme louche, arrive à y a peu, de lointains pays.

Et comme cela est un peu risqué tout de même, de salir un homme intègre, qui peut et sait se défendre, on lui prête les déclarations les plus fantaisistes (et après qu'il a été interrogé ?) : on fait dire à Peirats que la F.A.I. n'est autre que ce petit groupe de gangsters et d'indésirables que les groupes anarchistes ont, les premiers pourtant rejeté de leur sein, suivis en cela par la C.N.T. 3° Puis c'est le suicide du chef de la bande. Et quelle conclusion en tirent la police et le « journalisme » ? C'est que l'homme s'est tué pour ne pas parler, pour ne pas avouer que la politique a mené le jeu ! Comme si c'était la première fois qu'un chef de gang se suicide parce qu'il sait qu'il est perdu...

On pourrait se demander aussi comment cette F.A.I. si secrète et si puissante a pu faillir en un instant au point de ne pouvoir cacher l'un des siens, et comment elle a pu préférer se compromettre en le laissant se suicider ou se rendre !

### LES CONCLUSIONS

Le procédé d'assimilation auquel ont recouru la police et la presse pourrie, pour se réjouir que la politique n'aura guère été efficace puisque déjà la machination est déjouée.

Il faut que le Gouvernement et le Parlement reculent devant l'ignominie et déjà un certain nombre de leurs membres se sont émus.

Où bien alors condamner tous les membres : tous reculent, et leur sein des provocateurs ou des irresponsables qu'ils cherchent à éliminer et si on ne peut reprocher à une organisation les actes de quelques-uns de ses membres agissant en contradiction avec les décisions de cette organisation, encore moins peut-on lui reprocher les actes de ceux qu'elle ignore ou qu'elle a rejetés. Assi-

milite-t-on toute la Résistance aux criminels du procès de Troyes ?

Mais l'hésitation des hautes autorités est conséquence surtout de l'attitude de tous les anarchistes. A eux de faire éclater la vérité comme leur journal le fait aujourd'hui.

Il nous faut dénoncer aussi, à côté du procédé d'assimilation, l'abjecte exaltation à la haine des étrangers. Et l'on choisit le mouvement anarchiste espagnol, non seulement parce qu'il est vaillamment et puissamment, mais parce qu'on sait qu'une certaine couche de la population est prête à voir dans les étrangers les pourvoyeurs du crime.

Il nous faut dénoncer enfin et surtout les immenses raisons politiques de la machination policière : le soutien de Franco, la servilité à l'égard de Washington, la volonté de briser l'Internationale anarchiste.

A la Fédération Anarchiste de France de démontrer que les travailleurs espagnols sont partout appréciés et aimés, de rappeler qu'ils ont été les premiers résistants, dès 1936, de rappeler leurs sacrifices passés et de citer leurs actes d'héroïsme d'aujourd'hui, dans la résistance contre Franco, de montrer aux moins ouverts de nos compatriotes que les pires crimes ont souvent pour auteurs des Français de bonne race — les journaux ne peuvent tout cacher —, de montrer enfin que l'affaire de Lyon n'a été qu'un prétexte pour certains secteurs de la politique de montrer leur bonne volonté à Franco, peut-être pour obtenir l'ouverture de la frontière en cas de retraite précipitée ou pour complaire aux maîtres de Washington.

Les militants de la F.A. n'auront de cesse que les membres de la C.N.T. — non les coupables — soient libérés, que justice soit rendue à la C.N.T. et à la F.A.I. Ils mettront tout en œuvre pour cela. Cela aussi est un combat « 3° FRONT », un combat révolutionnaire.

Vivent la F.A.I. et ses héros !

**Le Comité National de la Fédération Anarchiste de France.**

## Le Réarmement

(Suite de la première page.)

Et les gardiens vigilants des bonnes institutions bourgeoises jettent le cri d'alarme. Selon les jours, ils ont peur que les cadres lassent cause commune avec le prolétariat ou bien qu'ils se laissent corrompre, en finissant par aimer les expédients et les tripotages fructueux.

A ce sujet, les documents sur la gestion des entreprises publiques sont parlantement éloquentes. Les tripotages, les prévarications, la vénalité, les combines dépassent toute description.

Le contribuable n'a qu'à bien se tenir parce que l'Etat a la main large lorsqu'il s'agit de renflouer les grandes entreprises soi-disant déficitaires. Il faut payer les États-majors, des allocations grossies démesurément. Des créations de la politique méritent protection et les casés de tel ou tel haut personnage doivent passer à la caisse

généreusement, même s'ils ne font qu'acte de présence sans parler évidemment des présences fictives, et de tous ceux qui vivent bon train aux frais de la princesse et ont en conséquence de bonnes raisons d'être fidèlement attachés à l'Etat, ce grands distributeur de revenus. Il n'est pas nécessaire d'avoir de l'imagination pour mettre en relief le trafic moral et matériel dans les grandes entreprises. La Cour des Comptes nous donne plus de renseignements que nous en désirons, pour peu que nous ayons le courage d'aller jusqu'au bout de ses gros rapports. Il est évident que la corruption que l'on pare du mot plus calme de « politisation » ne s'arrête pas aux frontières de ce pays ; cette corruption existe dans tous les pays capitalistes, elle est inhérente au régime et elle existe aussi derrière tous les rideaux (pour employer une expression à la mode) malgré le silence de la presse

# LES LEÇONS DU COMMUNISME CHINOIS

(Suite de la première page.)

céréales pour les années de disette, endiguement de fleuves, creusement de canaux, maintien de routes en état). Les travailleurs pour ces entreprises sont évidemment privés dans le réservoir paysan lui-même, et traités en esclaves dont la vie n'a aucune valeur, ainsi que l'armée. Mais la fonction essentielle est remplie : l'insuffisance paysanne est compensée par un appareil bureaucratique totalitaire, ce qui, d'ailleurs, se retrouve dans toutes les formes du totalitarisme, même moderne : c'est sur la base d'une défiance économique-sociale que se développe le monstre étatique.

Cependant, cette bureaucratie, véritable classe sociale, réagit à son tour sur la structure sociale profonde de l'Empire chinois. Dans cette immensité, l'appareil administratif militaire est en proie à des forces de désagrégation, qui l'arrachent à la souveraineté absolue de l'Empereur et de ses secrétariats et ministères, et qui tendent à transformer le fonctionnaire en propriétaire foncier par l'accaparement des terres, le mandarin en hôte, le capitaine en chef de bande indépendant. Cette tendance, dans le passé chinois, est irrésistible. Mais son danger principal est celui lorsque le fonctionnaire expulsé petit à petit le paysan pour s'emparer de la terre, il diminue la production agricole, il fait échapper le sol à l'impôt grâce auquel vit le système bu-

reaucratique, il crée des bandes de paysans affamés, déracinés, qui rendent peu sûres les campagnes et les routes. Plus d'impôt, plus d'argent pour payer les troupes, qui, à leur tour, passent au banditisme pour payer les fonctionnaires, qui cessent de reconnaître l'autorité impériale, pour exécuter les grands travaux, pour contenir les barbares aux frontières. L'Empire se divise en principautés rivales, qui se font la guerre, la famine est endémique, les épidémies régnent, et les barbares se lancent à la curée. L'Empire s'effondre au milieu des massacres ou de l'indifférence générale.

Après des années, des dizaines d'années, de chaos, de dépeuplement, de droit du poing, quelque conquérant réunit en ses mains impitoyables une puissance suffisante pour faire régner sa volonté sur l'Empire, briser ses concurrents, lever l'impôt. Et, chose essentielle, il frappe le mal social à sa racine en opérant une réforme agraire, en restituant la terre au paysan. De nouveau, la bureaucratie est assise sur la base solide de l'impôt, de l'obéissance paysanne, du « soldat-laboureur » et de nouveau elle dégénère. Telle est la puissance de la nécessité qui la modèle au pouvoir, que des dynasties barbares se sinisent absolument en quelques dizaines d'années, employant les méthodes, les mêmes lettres, se réclamant des mêmes textes que leurs prédécesseurs.

Ce schéma éternel de l'évolution cyclique de la Chine éclaire partiellement la nature du communisme chinois. Nous serons certes moins absolus que cette opinion citée par la Documentation française : « Pour certains historiens, l'avènement du communisme se situe logiquement dans la continuité de la tradition des leaders du P.C.C. (1) ne seraient que les héritiers de ces anciens hommes des Marches du Nord-Ouest (Shensi-Shansi « terre impériale »).

Tai-Tsong, fondateur de la dynastie mandchoue — dont l'intervention mettrait fin aux périodes de désagrégation et de décentralisation politique qui marquaient en Chine la fin de chaque dynastie (2) En fait, les leaders du P.C.C. ne sont pas que les héritiers des anciens fondateurs de dynastie, mais ils sont aussi cela.

Nous retrouvons en effet, à la base de l'effondrement de l'ordre politique de la dictature de Tchang Kai Tchek et du Kuomintang, les traits inséparables de l'effondrement de chaque dynastie passée : un profond malaise agraire, une corruption bureaucratique insoufflée, en ce qui concerne le partage du sol, et ses prodigieuses inégalités, qui, sur la base d'une technique comparable, ont toujours conduit aux pires catastrophes, voici quelques chiffres pour l'année 1934 (3) : 55 % de la terre appartenait à un peu moins de 5.500 exploitations de paysans riches et propriétaires fonciers, 26 % à un peu moins de 11.000 exploitations moyennes, et seulement 19 % à plus de 38.000 exploitations rurales pauvres. L'accaparement de la terre par quelques-uns, qui ne la cultivaient pas du tout ou que très partiellement, leur permettait d'exploiter des paysans pauvres des taxes de location exorbitantes ; en Chine du Nord, le taux variait normalement entre 50 et 60 % de la récolte. Les impôts étaient écrasants et c'est ainsi, toutes réserves faites concernant la source, que l'Assemblée du Peuple de la région-frontière communiste du Shensi constatait en 1944 que les impôts y étaient 22 fois moins lourds que dans les provinces nationalistes (4). La pauvreté paysanne trouvait sa conséquence dans la misère des villes, où le main-d'œuvre surabondait, à tel point qu'on trouvait rarement une famille travaillant qui ne soit pas prisonnière des usuriers.

L'effroyable misère paysanne, trouvait son complément, et son aggravation, dans la corruption bureaucratique. Plus le paysan était pauvre, plus le fonctionnaire le traquait pour le faire payer, et, possesseur d'un pouvoir incontrôlé, faisait de ses fonctions officielles la source de revenus personnels considérables. L'administration était venue au plus offrant, depuis le fonctionnaire de dernière classe jusqu'à la famille du généralissime Tchang Kai Tchek, et l'armée marchait du même pas.

D'après des sources qui ne sont nullement communistes, écrivait en avril 1947 un correspondant du *Nation* de New York, les milieux militaires chinois sont en proie à la même corruption que presque tous les milieux de l'administration. Beaucoup d'armes et d'objets d'équipement livrés par les Américains ont été vendus au marché noir, pour les communistes. Sur les 1.000 avions que l'Amérique a livrés, il n'y en a guère que 700 qui soient en état de prendre l'air. Tous les autres ont besoin de réparation. Mais toutes les pièces dont on a besoin pour les réparations sont tombées aux mains

des communistes en passant par le marché noir.

On connaît, par ailleurs, le moyen original que l'administration employait pour s'assurer les crédits américains : une partie de la somme reçue retournait aux U.S.A. sous forme d'un « arrosage » aux gros bonnets du Congrès, qui faisaient voter de nouvelles crédits.

La désagrégation administrative et militaire jouait à plein dans la lutte assurée contre les communistes. Fait significatif des époques de dissolution de la société politique chinoise, chaque chef d'armée se considérait comme propriétaire de ses troupes, et l'autorité militaire centrale avait le plus grand mal à décider les généraux d'une province à céder des renforts à leurs confrères malchanceux d'autres provinces, alors que, au contraire, les armées de Mao obéissaient rigoureusement à un plan d'ensemble, qui montrait combien elles représentaient le retour cyclique de l'unité de la Chine et de son administration.

Toute l'histoire du P.C.C. est une vivante démonstration de son rôle de restaurateur de l'unité chinoise par la réforme agraire.

Dans une première période, de 1920 à 1927, le P.C.C. concentre ses efforts sur les milieux ouvriers. Il réussit effectivement à obtenir une certaine audience urbaine, mais hésite sur le problème agraire. Par ex. : en 1923 son 3<sup>e</sup> congrès adopte à ce propos des vœux nettement réformistes, qui se réduisent aux trois points suivants : 1) Les impôts doivent être allégés ; 2) une loi régulariser le système de fermage ; 3) La technique agricole doit être améliorée. L'alle droite, qui tient les commandes du parti, oppose constamment la Révolution Nationale à la Révolution agraire et veut ménager la paysannerie riche. Le Komintern déclare, en 1927 : « Au sein du Parti (chinois) on note, quelques fois, une certaine crainte en face du mouvement des masses, particulièrement du mouvement paysan ».

Or, en 1927, le parti de la bourgeoisie, le Kuomintang, déclenche une régression terrible contre le communisme qui est chassé des villes. Désormais, l'activité communiste se concentre sur les campagnes, la composition sociale du parti se transforme radicalement, les paysans apportent avec eux leurs traditions historiques propres : habitude du travail clan-destin, des sociétés secrètes, tradition millénaire de révoltes armées contre les propriétaires fonciers, méfiance envers les idéologies abstraites (6) Le Communisme, durant cette période 1927-1935 devient de plus en plus spécifiquement chinois. Il cherche à utiliser les mouvements révolutionnaires spontanés de sociétés secrètes paysannes, contre les propriétaires fonciers usuriers et les usuriers et qui ont pris une grande ampleur. Cependant, le P.C.C. continue à rechercher l'alliance des paysans riches contre les propriétaires féodaux, à cause du danger de « sabotage de la production ». C'est cette contradiction qui amènera la chute de la République Soviétique de Chine Méridionale, en 1934 : le chantage de la paysannerie riche empêche les communistes de procéder à une réforme agraire efficace, et donc de conquérir une base de masses.

En 1936, après une marche inutile de 10.000 kilomètres qui dura plus d'un an, les armées communistes, à composition paysanne, occupent la

province du Shensi, au Nord-Ouest. Le régime s'y implantait solidement parce qu'une amélioration du sort paysan pouvait y être obtenue sans se heurter à une résistance désespérée de la paysannerie riche : le Shensi est semi-désertique et possède de vastes terres en friche, le problème crucial n'était donc pas le partage des terres, mais une réduction du taux de fermage, à laquelle procédaient les Communistes. Des mesures d'assainissement, d'allègement fiscal, de crédit agricole, de création de coopératives, développa la surface cultivée, les récoltes, et fait du P.C.C. un parti soutenu par les paysans aisés qui n'y voyaient aucun empêchement au développement de leur richesse. C'est le Shensi qui formera la solide base de conquête de la Chine au travers de la lutte contre les nationalistes et les Japonais, le tremplin du triomphe de Mao-Tse-Tung.

On remarquera donc combien le P.C.C. dans son histoire, en vient à trouver ses forces profondes dans celles de la paysannerie, dans une liaison intime avec une solution réaliste, anti-dogmatique, du problème agraire. Il joue là le rôle essentiel de tous les restaurateurs de l'unité chinoise. Il nous reste à voir comment, tout en accomplissant la tradition, il a dépassé et la contredit ; comment, ayant pris appui sur la paysannerie traditionnelle, il se tourne vers l'industrialisation.

René MICHEL.

(1) Parti Communiste Chinois, nous emploierons cette abréviation.  
(2) « Notes et études documentaires » du 29 juin 1949.  
(3) Maslounikov « La Chine », Moscou 1946.  
(4) Kovalev, dans la Revue « l'Economie mondiale », de Moscou, n° 7, 1947.

## Un entrepreneur sans gêne

M. Mirouze, entrepreneur du Bâtiment, demeurant rue de la Colonne, n° 8 bis, embauche des ouvriers (travailleurs de n'importe quel âge, profession ou nationalité) dans des conditions tout à fait régulières. Ce qui n'est pas normal, c'est la façon dont il agit à leur égard.

D'abord, si ce monsieur parvient à leur payer la première quinzaine, pour les suivantes... c'est une autre chanson, car sous prétexte que le propriétaire de la maison en construction ne lui a pas défrayé de fonds, il nous fait attendre 15 jours, un deux, trois mois, etc., etc. A la fin il n'y a pas un travailleur auquel il ne soit redevable de somme s'élevant jusqu'à 70.000 francs. Une bagatelle pour un ouvrier, n'est-ce pas ?

Mais, ce qui est le plus « drôle », c'est que ce monsieur avait, au mois de septembre 1950, une maison à lui en construction, rue Saint-Bruno, n° 2, à Toulouse, et lorsque nous lui demandons de nous avancer un peu d'argent, il nous répond qu'il n'a pas un sou...

Allons-nous permettre que l'on nous trompe comme cela ?

A. E.

### MOUVEMENT LIBERTAIRE NORD-AFRICAINE

Toute la correspondance, les articles pour la rubrique coloniale du « Lib », doivent être adressés à : Doukhan, 6, rue du Roussillon, Alger.

## Nouveaux foyers de guerre ?

(Suite de la première page.)

Il semble maintenant qu'un nouveau foyer de guerre va s'ajouter aux deux foyers de guerre asiatiques :

Les répressions soviétiques en Hongrie, Bulgarie, Roumanie, pour éliminer « le virus tchiste », la mise en place d'une masse de manoeuvre de 660.000 hommes, pourvus d'un grand nombre de chars, d'automobils blindés et de camions armés, et la pression de cette force militaire aux frontières grecques, turques et yougoslaves sont là des indices qui n'invoquent pas aux hymnes des Combattants de la Paix.

Ce n'est pas par hasard qu'Eisenhower demande que les troupes américaines stationnées en Europe soient portées de 2 à 6, auxquelles vont s'ajouter 15 divisions d'active françaises considérées comme une contribution « encourageante ». Le réarmement allemand (après les spectaculaires libérations avec restitution de leurs biens, des magnats de la grosse métallurgie allemande, berceau de l'hitlérisme) est ralenti, sur les conseils de la diplomatie anglaise, pour ne pas « provoquer » la puissance soviétique. Ainsi, l'échiquier mondial est lourd de nouveaux drames.

Après la Corée, l'Indochine : guerres ouvertes avec croissance des effectifs des deux côtés ; l'Allemagne et les Balkans, foyers latents avec gros préparatifs et mise en place fiévreuse « de forces efficaces ».

Se peut-il que les classes ouvrières

On nous communique :

**ETUDES SOCIALES**

14 FEVRIER 1951

**CHOPE DU COMBAT**

20 h. 30 (sous-sol)

**METRO : FABIEN**

**Histoire du Mouvement Anarchiste**

par J. Maitron

Secrétaire général de l'Institut Français d'Histoire sociale

## REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

2<sup>e</sup> REGION

PARIS-XVIII-L.M.

VENDREDI 9 FEVRIER 1951

A 20 H. 45

Salle de l'Olympic, 20, rue Léon (Métro : Barbès ou Châteauneuf ou Marcadet-Poissonniers)

**Le Monde est-il trop peuplé ? Sexualité et subsistance**

Orateur : André Maille

★

13<sup>e</sup> REGION

NICE

15 FEVRIER 1951

CAFE DE LYON

Un regard sur la Jeunesse libre

## Fédération Anarchiste

### La Vie des Groupes

#### 1<sup>re</sup> REGION

**LE HAVRE.** — Lecteurs du « Lib » et sympathisants, désirant se grouper, joindre le secrétaire « Libre Pensée » à Franklin, cours de la République, le 28-2, à 18 h. 30, qui transmettra.

**LILLE.** — Pour la Service de librairie, écrire ou voir Georges Laureys, 80, rue Francisc-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

#### 2<sup>e</sup> REGION

**CONFERENCE REGIONALE.** — Samedi 24 février, à 14 h. 30, salle du Pavillon, 65, boulevard de la Villette, Paris (X<sup>e</sup>). Ordre du jour : Circulaire jointe au « Lien » n° 2.

**PARIS-XIII.** — Le groupe se réunit tous les quinze jours (le jeudi) et organise périodiquement des causeries-conférences. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : Fédération Anarchiste, 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

**PARIS-XIV.** — Réunion tous les mercredis, à 20 h. 30, au local habituel.

**PARIS-XV.** — 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> jeudis à 21 heures, 31, rue du Général-Boutet. (Métro : Vaugrard.)

**AULNAY-SOUS-BOIS.** — Le groupe réunit les militants et sympathisants aux réunions qui se tiennent chaque samedi au « Petit Cynano », place de la Gare, à 20 h. 30.

**BOULOGNE-BILLANCOURT.** — Réunion tous les mardis, à 21 h., 104, bd Jean-Jaures. Métro Marcel-Sembat.

**LEVALLOIS (17<sup>e</sup>).** (Durruti). — Au Vieux Normand du Métro (Rocher), réunion du groupe mercredi 7 février, 21 heures. Prière aux camarades d'être présents. Question et décision très importantes pour la vie du groupe.

**MALAKOFF.** — Pour renseignements et adhésions s'adresser : vendeur du Lib, rue Béranger. Le dimanche matin.

**SAINT-DENIS.** — Vendredi 9 janvier, causerie par un camarade sur « Des Romains au 21<sup>e</sup> siècle », Café Chez Pierre, 51, av. Jules-Guesde.

**LUNDI 19.** — Le groupe est formé. Pour renseignements et adhésions, s'adresser : vendeur du Lib, avenue de la République, « proximité Cinéma Palais des Fêtes ».

**MONTEUIL-BAGNOLET.** — Permanence tous les mercredis à 20 h. 45, Café du Grand-Cerf, 171, rue de Paris.

**ST-DENIS ENVIRONS.** — Tous les vendredis, à 20 h. 30, café Pierre, salle du premier étage, 51, bd Jules-Guesde, à côté de l'église neuve.

**VERSAILLES.** — Réunion du groupe tous les quinze jours. Pour tous renseignements, s'adresser à la permanence, Café Hélène, 23, rue Montbaillon ou au vendeur du « Lib », chaque dimanche, au marché.

**USINE RENAULT.** — Les sympathisants de l'usine sont invités à contacter les vendeurs du « Lib », pour travail effectif, au sein de l'usine, le jeudi soir, avenue E.-Zola.

#### 4<sup>e</sup> REGION

**TRELAZE-ANGERS 5.** — Samedi 10 février, à 20 h. 30, réunion au lieu habituel. Voici l'ordre du jour : Réorganisation du Groupe Treilaze-Angers ; Réorganisation de la Région ; Etude d'une résolution sur la tenue du « Libertaire » et l'orientation de la F.A. ; Divers.

Vu l'importance de l'ordre du jour, la séance commencera à 20 h. 30 précises.

**NANTES.** — Permanence tous les samedis, de 18 à 20 h. 30, rue Jean-Jaures. Sympathisants, écrire à Henriette Le Schedic, 33, rue Jean-Jaures.

**LORIENT.** — Libertaires et sympathisants, Pour renseignements, tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, Café Bozon, quai des Indes.

**SAINT-NAZAIRE.** — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements, s'adresser à : Bide Felix, 141, rue F. 1, groupe Gambetta, Saint-Nazaire.

#### 6<sup>e</sup> REGION

**Le MANS.** — Réunion du groupe le premier vendredi du mois à 20 h. 30, salle 18 Maison Sociale. Renseignements et adhésions à P. Mauger, 14, av. L.-Cordelet, Le Mans.

#### 7<sup>e</sup> REGION

**THIERS.** — Les groupes et les camarades isolés doivent s'adresser : Secrétaire régional, Rémy Dugne, aux Richardes, Le Pontet.

#### 8<sup>e</sup> REGION

**LYON CENTRE.** — Tous les samedis, de 16 h. 30 à 19 h., permanence, librairie, adhésions, collections.

**LYON-JEUNESSE.** — Réunion tous les jeudis, à 20 h. 30, rue des Chartreux, Lyon-Croix-Rousse.

#### 9<sup>e</sup> REGION

**BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE.** — Tous les dimanches, Vieille Bourne du Travail, rue Lalarde, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et toute la presse.

#### 10<sup>e</sup> REGION

**TOULOUSE.** — Le groupe se réunit les dimanches, troisième et quatrième vendredis de chaque mois, à 21 heures, Café des Sports, boulevard de Strasbourg. Librairie tous les dimanches matin, face 71, rue du Taur. Vente à la criée, rue Saint-Sernin.

#### 12<sup>e</sup> REGION

**MARSEILLE-CENTRE.** — Nous informons tous les camarades de Marseille que le groupe du Centre décide d'élargir son activité.

Des causeries seront faites tous les lundis, au siège, 12, rue Pavillon, 2<sup>e</sup> étage, de 19 heures à 20 h. 30.

Lundi 12 février : discussion sur la Solidarité.

Lundi 19 février : discussion sur Science et Société.

Lundi 26 février : discussion sur le Surrealisme.

Tous les camarades et sympathisants de Marseille sont invités à suivre et à participer à ces débats.

Bibliothèque. — Très bientôt une bibliothèque circulante sera à la disposition de tous.

Librairie. — Permanence tous les lundis, de 19 heures à 20 h. 30.

**MARSEILLE-F.A.-4.** — Le Groupe se réunit tous les mardis de 19 à 20 h., 12, rue Pavillon, 2<sup>e</sup> étage, Marseille. Le groupe fournit tous renseignements concernant la F.A. à Marseille.

### Courrier Administratif

Les groupes sont priés de commander le matériel FA, timbres et cartes, et de régler ce qui est dû à leur région afin que celle-ci puisse nous passer commande du matériel 1951.

Le Comité de Gestion.

Le service des Archives et Documentation fait appel aux camarades possédant des collections ou des numéros isolés du « Libertaire » paru entre 1920-1939, d'en faire don au service. Il leur sera offert en échange un lot de brochures.

Le Secrétaire.

### OU EST LE PROBLEME ?

On sent bien qu'on n'en sortira pas. A moins de changer les méthodes d'action... Mais là est le grand problème. Les méthodes d'action ne manquent pas. L'arsenal syndicaliste en regorge. Ce n'est pas les moyens qui font défaut, mais la volonté de mettre en application ces moyens. On nous dira : les travailleurs sont ignorants, les travailleurs se jaloussent, les travailleurs sont divisés. C'est possible, mais c'est que cela empêche la gestion ouvrière des entreprises ? Si les entreprises sont mal gérées par les travailleurs, elles le seront encore mieux que la gestion actuelle. En mettant un terme au trafic sur les matières premières, sur les produits qui augmentent de prix en changeant de main, en mettant un terme aux « honoraires » et traitements scandaleux sans parler des à-côtés, pots de vin et autres, il sera possible à la fois d'élever les conditions de vie des travailleurs au niveau d'une moyenne qui sera celle de tous. Voilà le problème.

C'est un problème de courage, de volonté, d'intelligence, d'action revendicative dosée avec une action gestionnaire.





# CULTURE ET RÉVOLUTION



Un pionnier : FRANCISCO FERRER

## Théorie et pratique de l'Education nouvelle

Allant plus loin encore, Ferrer, dans son amer ressentiment devant la pauvreté et l'ignorance des travailleurs espagnols, enseignait explicitement aux enfants que le système capitaliste et l'inégale distribution des richesses étaient mauvaises, que le gouvernement politique formait la racine de tous les maux, et que le militarisme constituait un crime contre l'humanité. Inutile de dire qu'il n'existait aucun livre de classe orienté selon ces maximes, de sorte que Ferrer dut en faire rédiger de spéciaux pour l'occasion. Il s'adressa, entre autres, à Elisée Reclus et à Jean Grave, qui s'empresèrent de le satisfaire. Bientôt une maison d'édition de premier ordre fut créée avec un plein succès et distribua des ouvrages de propagande et de vulgarisation, excédant de loin les besoins des écoles modernes.

Mais, plus grave peut-être que le manque de livres appropriés, se faisait sentir le manque d'éducateurs capables de pratiquer les méthodes nouvelles. Ferrer, qui ne laissait rien au hasard, ouvrit une Ecole normale rationaliste pour former ses propres cadres d'instituteurs. Elle travaillait comme annexe à l'Escuela Moderna de Barcelone, en coopération avec les cadres enseignants déjà en fonction. Chemin faisant, elle prit l'aspect et les proportions d'une véritable « Université populaire ». Des son origine, l'Ecole moderne de Ferrer s'était préoccupée des adultes : elle se proposait l'instruction du peuple. Tous les dimanches, il y avait donc des cours spéciaux pour adultes, et, le soir, des conférences contradictoires où les parents et les enfants étaient invités — à la façon des écoles anarchistes ou socialistes « du dimanche » qui existent aujourd'hui en Angleterre.

### VALEUR ACTUELLE DES IDEES DE FERRER

L'étonnant dans les idées de Ferrer sur l'éducation, c'est qu'une bonne part d'entre elles ont conservé leur valeur. Son unique ouvrage pédagogique « Origine et idéal de l'Ecole moderne » demeure très utile pour l'éducateur d'aujourd'hui et pour tous ceux qui s'intéressent à la liberté dans l'école. Une bonne part des critiques adressées par Ferrer aux systèmes pédagogiques en vigueur de son temps sont en effet toujours valables, ce qui démontre assez la lenteur de nos progrès. Par contre, certains aspects positifs ont vieilli, et il est bien des traits de son système que nous aurions approuvés à l'époque, mais que nous pouvons critiquer aujourd'hui en tant qu'anarchistes tournés vers l'avenir.

Un de ces traits, c'est l'hégémonie accordée à la science sur l'ensemble des études. En fait, ce reproche s'adresse moins à Ferrer lui-même qu'aux temps où il vivait, époque où tant de penseurs d'avant-garde étaient persuadés qu'il suffisait d'inculquer au peuple des vérités scientifiques pour qu'il les mit en application, et construisit la cité du Bonheur. Savoir qui vivons en des temps où le savoir scientifique est au pinacle, et qui nous voyons plus loin que jamais d'une société heureuse et libre, nous sommes en droit de trouver cette foi un peu naïve.

Certainement, Ferrer s'est préoccupé trop exclusivement du côté intellectuel de l'éducation. Il s'est trop attaché à la connaissance livresque et cérébrale et trop peu aux arts de création et généralement aux aspects émotionnels de l'éducation. Mais, là encore, Ferrer ne peut être blâmé comme entièrement responsable de cette erreur, vu l'ignorance où se trouvait son époque tout entière en matière de psychologie appliquée.

### LES ABUS DU DOGMATISME

Le plus grand défaut du système Ferrer était son caractère dogmatique. Comme nous l'avons vu, Ferrer enseignait aux enfants que le système capitaliste était mauvais, que le gouvernement politique était la racine de tous les maux, et que le militarisme était un crime contre l'humanité. Ce sont là d'admirables sentiments ! Mais la question qui se pose ici pour les partisans de l'éducation libre est la suivante. Enseigner tout cela au

nom de la science, est-ce justifiable d'un point de vue pédagogique ? Est-ce psychologiquement sain et utile ? Sans nul doute, Ferrer est arrivé à faire admettre aux enfants ses propres croyances, tout aussi bien que les Jésuites, ses prédécesseurs et rivaux, parvenaient à imposer les leurs ; mais, hélas, toujours à l'état de vérité *a priori* ! L'enfant recevait ces notions tout élaborées, au lieu de juger par lui-même. Le fait apparaît clairement lorsqu'on consulte les notes et les devoirs des élèves de Ferrer. Dans son petit livre, celui-ci consacre tout un chapitre à deux extraits de ce genre, et c'est un document des plus frappants. Certaines rédactions d'enfants sont absolument au-dessus de l'âge et de l'expérience enfantine, et l'on ne peut que répéter à leur sujet le verdict du libre-penseur Mucabe : « C'est l'écho de paroles du maître. Ces enfants récitent leur catéchisme. A coup sûr, les enfants d'une école complètement libre n'écriraient pas comme cela... »

Aussi bien, Ferrer n'avait-il pas la prétention d'avoir fondé l'école idéale, ni d'avoir prononcé le dernier mot en matière d'éducation. Au contraire, il avait dit : « L'Escuela Moderna n'est pas le type parfait de l'école future, mais elle en est le précurseur ; nous pensons avoir fait le meilleur usage des moyens dont nous disposons ». A cela, rien à objecter ; Ferrer est sans nul doute une des pionnières de l'éducation nouvelle ; et ce n'est pas seulement l'Espagne qui lui doit beaucoup. Le courage avec lequel il a fait face aux difficultés les plus accablantes, dans le milieu le plus difficile et contre les persécutions combinées de l'Eglise et de l'Etat, sera pour toujours un trésor d'inspiration pour les éducateurs du monde entier. Et finalement, Ferrer a donné sa vie pour la cause.

### LE SUPREME MESSAGE DE FERRER

La place nous manque pour raconter l'histoire de Ferrer, pourchassé et

juridiquement assassiné par les puissances réactionnaires. Mais elle a été dite dans tout son tragique détail, avec beaucoup de compréhension et de sympathie par Joseph Mucabe dans *The Martyrdom of Ferrer*, et par William Archer dans *The Life, Trial and Death of Francisco Ferrer*. En octobre 1909, Ferrer fit face au peloton d'exécution dans les fossés de Montjuich, et cria aux soldats : « Vive bien, mes enfants ; ce n'est pas votre faute, je suis innocent. Vive l'Ecole !... »

« Vive l'Ecole ! » Ces mots furent étouffés par la fusillade ; mais l'esprit qui les anima ne peut être étouffé. Il n'a pu être anéanti par l'Eglise réactionnaire ni par les politiciens corrompus. Ni fascisme ni communisme n'en pourront venir à bout. La vie et la mort de Francisco Ferrer pousseront les hommes de demain à élever les écoles dont il rêvait et qu'il a aidé à créer : les écoles de l'avenir où les enfants croîtront en liberté pour connaître les peines et les joies de la création, et se rendre capables de bâtir la société paisible, juste et libre que nous désirons tous.

Tom EARLY (Freedom, Londres).  
Traduction A. PRUNIER.

## LES LIVRES LA REVOLTE DES ECRIVAINS

LES Editions Corrêa, dans la collection « Mise au point », nous ont offert cette étude de R. M. Alberès consacrée à l'œuvre des écrivains d'aujourd'hui.

Par une analyse philosophique et sociologique à la fois, l'auteur nous démontre à travers les œuvres de Malraux, Camus, Aragon, Bernanos, Anouilh et

Sartre le caractère prométhéen de la littérature d'aujourd'hui.

Ne pouvant nier l'importance et la nécessité d'un tel ouvrage, nous regretterons seulement qu'Alberès se soit contenté de remarques, en insistant sur la communauté d'attitude des héros modernes, faussant ainsi les perspectives sociales des œuvres.

Nos écrivains marquent leur œuvre non plus par la mort de Dieu, le grand cri du 19<sup>e</sup> siècle, ce Dieu d'ailleurs qu'ils n'imaginent même plus, mais par l'antiphosphisme et la recherche de nouvelles valeurs sociales. De ce tableau synoptique, le héros moderne nous apparaît comme un solitaire qui n'aspire pas à réussir individuellement, mais qui se retire provisoirement dans la solitude du désespoir sartrien, de l'absurdisme d'un Camus ou se réfugie dans la pureté d'un Anouilh en opposant au préalable un refus catégorique à notre vie sociale.

Ainsi, en se limitant à préciser uniquement le thème majeur commun aux écrivains modernes, Alberès a sacrifié délibérément la valeur esthétique du roman et placé à niveau égal Sartre et Anouilh, de même que les différences philosophiques du caractère de la révolte entre un Camus et un Malraux, par exemple.

Pourtant « Antigone », dans sa pureté, est aussi éloignée de l'absurdité de l'univers de « Caligula » que celui-ci l'est du désespoir de « Antoine et Cleopâtre ».

Par ces imprécisions, tout l'effort de l'auteur, pour définir les caractères nouveaux du héros littéraire depuis une dizaine d'années, nous paraît contestable. Nous le regrettons d'autant plus que ce livre est loin de déplaire.

R. LUSTRE.

Notes. — Dans la collection « Archives d'histoire contemporaine », aux éditions Armand-Mouton, M. Robert Havard de la Montagne nous donne deux livres intéressants : « Histoire de la démocratie chrétienne : De Lamennais à Georges Bidault » et « Histoire de l'action française ». L'auteur possède une grande connaissance de l'histoire politique française, et son travail nous paraît une réussite, ne serait-ce que par la clarté du style de ses exposés. Il est dommage que M. Havard de la Montagne nous ait laissé entrevoir ses sympathies politiques.

Pour nous reposer et histoire de rire, lisons après la lecture matinale du quotidien ou à un moment de dépression nerveuse, « Au Petit Poil », le conte d'Yvan Audouart, bien connu des lecteurs du « Canard enchaîné ».

R. L.

La Révolte des écrivains d'aujourd'hui (Corrêa), 330 fr., franco, 335 fr. — Histoire de la démocratie chrétienne, 380 fr., franco, 450 fr. — Histoire de l'action française, 440 fr., franco, 510 fr. — Au Petit Poil (Scorpion), 225 fr., franco, 280 fr. — En vente à la librairie, 145, quai de Valmy.

## SERVICE DE LIBRAIRIE

(Nos prix marqués entre parenthèses indiquent port compris sans la recommandation.)

Louise Michel, La Vierge Rouge, 150 fr. (180 fr.) ; Pierre Kropotkine, sa vie, 210 fr. (240 fr.) ; Durand, la vie des couillards, 150 fr. (180 fr.) ; L. LECOIN : De prison en prison, 160 fr. (180 fr.) ; SAINT-REVE : Vie de J.-P. Proudhon, 270 fr. (300 fr.) ; Jules VALLES : L'enfant, 150 fr. (180 fr.) ; Le bachelier (150 fr.) ; G. LACAZE-DUTHIER : Auguste Lumière, 75 fr. (90 fr.) ; Sous le sceptre d'Anastase, 250 fr. (280 fr.) ; A. KOESTLER, I. SILONE, R. WRIGHT, A. CIDE, L. FISCHER, S. SPENDER : Le dieu des ténèbres, 450 fr. (525 fr.).

### PHYSIQUE, BIOLOGIE, SOCIOLOGIE

BUCHNER : Force et matière, 240 fr. (285 fr.) ; HAECKEL : Histoire de la Création, 450 fr. (520 fr.) ; L'homme ne vient pas de Dieu, mais du Singe, 30 fr. (40 fr.) ; R.H. HUXLEY : Du singe à l'homme, 180 fr. (210 fr.) ; G. TRAITSSE : Qu'est-ce que le matérialisme, 12 fr. (17 fr.) ; A. DOBEL : Moise ou Darwin, 75 fr. (105 fr.) ; J. LA-MARCK : Philosophie zoologique, 180 fr. (225 fr.).

### SYNDICALISME

F. ROBERT : La S.N.C.F. doit-elle disparaître, 35 fr. (45 fr.) ; JEAN-JACQUES : Vie et mort des corporations, 125 fr. (165 fr.) ; J. RENNES : Syndicalisme français, 200 fr. (230 fr.) ; XXX : Léon Jouhaux, voilà l'homme, 40 fr. (55 fr.) ; P. BESNAUD : L'éthique du syndicalisme, 75 fr. (105 fr.) ; Le monde nouveau, 140 fr. (170 fr.) ; F. PELLOUTIER : Histoire des bourses du travail, 270 fr. (300 fr.) ; E. ROT : Le syndicalisme et l'Etat, 12 fr. (22 fr.) ; F.A. : Les anarchistes et l'activité syndicale, 20 fr. (30 fr.) ; V. GRIFFUELLES : Le syndicalisme révolutionnaire, 15 francs (25 francs) ; G. VYETOT : L'ABC du syndicalisme, 15 fr. (25 fr.).

EDUCATION SEXUELLE ET NEO-MALTHUSIANISME  
J. MARESTAN : Education sexuelle,

ment et indirectement à l'Etat depuis leur naissance et ce que les voleurs (illégaux) leur ont pris. Qu'ils calculent la part de bénéfices qu'ils ont donnée aux propriétaires, aux commerçants, aux compagnies de transport, etc., et au nombre de rentiers qui vivent de leur travail. Qu'ils pensent que tout cela a été et est possible parce que l'Etat, qui, avec sa police et ses tribunaux, maintient de force cet état de choses, et qu'ils se demandent s'il ne vaudrait pas mieux s'organiser pour se défendre contre les délinquants privés sans Etat, qui est l'incarnation de la délinquance universelle ?

Les statistiques de la guerre de 1914-1918 donnent les résultats suivants :  
Morts sur les champs de bataille ..... 11.000.000  
Morts par l'épidémie qui a suivi la guerre ..... 20.000.000  
Augmentation des décès dans la population civile (1914-1918) ..... 10.000.000  
41.000.000

A ces chiffres, fournis par la société pour l'Etude des Conséquences de la Guerre, de Copenhague, il faut ajouter le recul de la natalité et 18.000.000 de blessés (chiffres de l'état-major des Etats-Unis). Comptez encore toutes les destructions, les dévastations causées par la guerre et demandez-vous si les assassins et les incendiaires non-officiels ne sont pas des anges à côté de nos « protecteurs » !

\*

Mais a-t-on pensé aussi à la mesure dans laquelle l'Etat et le régime qu'il engendre ou qu'il soutient provoque la naissance de ces malfaiteurs, de ces délinquants contre lesquels il se targue de nous protéger ?

Si l'on examinait toutes les catégories de délits, on verrait que, dans leur immense majorité, ils sont le résultat de l'organisation sociale actuelle, beaucoup plus que des tendances antisociales innées des hommes. La plupart du temps, les voleurs condamnés par la loi ne volaient pas s'ils étaient patrons ou millionnaires. La majorité ne volerait pas non plus s'ils n'avaient pas devant eux l'exemple des privilégiés.

Pour le troupeau docile de ceux qui ne réfléchissent pas, il est naturel que le patron, le capitaliste, l'exploiteur, quel que soit sa catégorie, vive et s'habille luxueusement, habite des appartements ou des maisons splendides, roule en automobile, consomme des aliments de choix, boive des vins fins, des alcools et des liqueurs de marque, fume des cigares, passe les vacances sur la Côte d'Azur et couvre sa femme ou ses maîtresses de soie, de bijoux et de fourrures. Ce spectacle continu influe sur leur pensée et leur attitude. Mais tous les hommes n'ont ni la même torpéur, ni le même manque de tempérance. Il en est qui trouvent cela injuste, et qui deviennent révolutionnaires. Ils luttent alors pour établir l'égalité sociale. D'autres, sans se préoccuper de savoir si cela est injuste, veulent, eux aussi, « jouer de la vie ».

Puisque le patron, le bourgeois, le propriétaire, le capitaliste, l'exploiteur, pour qui ne vivraient pas comme eux ? Puisque d'autres hommes roulent en automobile, mènent une vie facile, obtiennent tout ce qui est désirable, pourquoi ne le feraient-ils pas ? Ils comprennent qu'en travaillant ils leur sera toujours impossible d'avoir une existence supportable, un minimum de confort et de satisfaction, qu'ils s'écarteront, interminablement pour mener une existence misérable, tremblant toujours pour le lendemain et n'ayant, pour leur vieillesse, que la perspective de la misère déolante.

(à suivre)

## MON JOURNAL dans la grande pagaie

Un libraire, étonné du prodigieux succès des « Journaux » de Gallier-Boissière, Mon Journal pendant l'Occupation, Mon Journal pendant la Libération, Mon Journal dans la Drôle de Paix, disait au peintre des différentes couches d'exploiteurs : « Et lui-même n'a-t-il rien vu de guerres, de rapines ou d'impôts forcés, mal employés dans une proportion de 99 pour 100. »

Que ceux qui craignent les voleurs comparent ce qu'ils ont payé, directe-

anodins, relever enfin, en toutes circonstances, le comique, l'humour, voire le ridicule.

Et ce qui explique le succès des « Journaux » de Gallier-Boissière, c'est qu'il s'agit de cette tâche. Esprit non conformiste, observateur averti, polémiste qui n'épargne personne, pas même ses amis quelquefois, apte à la réplique mordante, beau joueur lorsqu'il est lui-même attaqué, Gallier-Boissière a constitué avec ses « Journaux » une chronique aussi vivante qu'exacte de notre temps, et qui n'est légère qu'en apparence.

Et il n'est pas douteux que les historiens de l'avenir devront tenir compte de ces journaux lorsqu'ils évoqueront les années de l'Occupation, « de la libération », « de la drôle de paix », et de ce qui a suivi la drôle de paix, ces années 1946 à 1950, que le directeur de « Cra-pouillot » a appelées « La Grande Pagaie ». Prix : 400 fr. Franco 455 fr.

### ROGER VAILLANT

« BON PIED, BON ŒIL »

300 fr. — Franco R., 355 fr.

### PEDAGOGIE

Louise DUSSE : La Méthode des Fables en psychanalyse enfantine, 390 fr. (420 fr.) ; Hans ZULLIGER : Les Enfants difficiles, 390 fr. (420 fr.) ; S.A.T. : Grammaire espérantiste, 120 fr. (150 fr.) ; S. GLODEAU : Une humanité une langue, 30 fr. (40 fr.) ; G. GHOUDE : Cempuis, 30 fr. (370 fr.) ; A. JOUENNE : Une expérience d'éducation nouvelle, 75 fr. (105 fr.) ; M. MARTINET : Culture prolétarienne, 200 fr. (230 fr.) ; G. ABDULLAH : Les oiseaux ; Maisons d'enfants, 260 fr. (290 fr.) ; C. FREINET : Technique de l'imprimerie à l'école, 25 fr. (35 fr.) ; Page des parents, 25 fr. (35 fr.) ; La coopération à l'école moderne, 25 fr. (35 fr.) ; Pour le sauvetage des enfants de France, 25 fr. (35 fr.) ; La technique Freinet, 25 fr. (40 fr.) ; Caravanes d'enfants, 25 fr. (35 fr.) ; L'éducation du travail, 300 fr. (330 fr.) ; Conseils aux parents, 100 fr. (130 fr.) ; L'école mo-

derne française, 130 fr. (160 fr.) ; Elise FREINET : Naissance d'une pédagogie populaire, 400 fr. (445 fr.) ; La santé de l'enfant, 130 fr. (160 fr.) ; Principes d'alimentation, 120 fr. (150 fr.) ; Marie CASSY : Ecoles de villes, 20 fr. (30 fr.) ; Jean MONBORGNE : Bilan d'une expérience, 25 fr. (35 fr.) ; J. HUSSON : Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle, 25 fr. (35 fr.) ; L'éducation Decroix, 25 fr. (35 fr.) ; Bakulé, 25 fr. (35 fr.) ; Paul ROBIN, 25 fr. (35 fr.) ; Les mouvements d'éducation nouvelle, 25 fr. (35 fr.) ;

### PHOTOS (Cartes postales)

Sébastien FAURE (Portraits d'art), 35 fr. (50 fr.) ; Pierre KROPOTKINE, 20 fr. (35 fr.) ; Camille BERNERI, 25 fr. (40 fr.) ;

### BIOGRAPHIE-SOUVENIRS

J. HUMBERT : Sébastien Faure, sa vie, 180 fr. (210 fr.) ; F. PLANCHE :



En pays minier

## Grève suspendue

LORSQUE nous avons appris, le 1<sup>er</sup> février, la suspension de l'ordre de grève par les dirigeants de Force-Ouvrière, nous n'avons pas été surpris outre mesure : C'est avec circonspection, en effet, que nous envisagions l'attitude de ces syndicalistes qui s'étaient employés en attermolements durant plus de trois mois, sans résultat aucun. Avons-ils eu peur de la déception en ce qui concerne la réaction des mineurs eux-mêmes. Face à l'intransigeance gouvernementale et à l'opportunistisme des dirigeants syndicaux, il n'était pas surprenant d'observer une telle attitude. Or, ni les syndicats de F.O., ni ceux de la C.G.T. n'ont pris sur eux de déclencher l'action qui s'imposait, et il semble que la plupart d'entre eux se satisfassent des marchandages gouvernementaux, qui, comme il se doit, traînent en longueur.

Le 3 février, l'on apprenait qu'une « nouvelle entrevue avait lieu, en fin d'après-midi, au ministère de l'Industrie et du Commerce, en présence de M. Louvel, entre les représentants du bureau fédéral des mineurs F.O. et ceux de la direction des Charbonnages de France. Les discussions se poursuivront encore lundi matin et lundi après-midi.

« Selon les déclarations des responsables F.O., les pourparlers évoluent de façon satisfaisante. Rappelons que les propositions syndicales représentent une augmentation globale de près de 11 milliards 500 millions.

« Cependant, si un accord pouvait intervenir sur cette base, il convient de souligner que la décision définitive sera prise par le prochain Conseil des Ministres, et que jusqu'à l'ordre de grève n'est que suspendu ».

Cependant, le 6 février, des réticences se faisaient sentir. Devant le recul de la grève, les membres du Gouvernement semblent estimer qu'il devient inutile d'accorder plus qu'une amorce. C'est ainsi que la presse écrit :

« Les laborieux pourparlers repris mercredi, à la veille du déclenchement de la grève dans les mines, entre la Fédération F.O. des mineurs d'une part, le ministère de l'Industrie et du Commerce et la Direction des Charbonnages de France d'autre part, ont abouti hier à un accord. Celui-ci porterait sur une augmentation globale des salaires voisine de 13 milliards.

« Cela serait un beau succès s'il n'y avait un mais. En effet, cet accord doit être soumis demain au Conseil des Ministres et il ne semble pas que M. Petisco soit très disposé à l'accepter ».

Le refus de l'action qui s'est manifesté le 1<sup>er</sup> février est significatif. Sur le plan des organisations, il pourrait bien s'être agi de l'assouplissement d'une rivalité : F.O. a tenu à mettre la C.G.T. au pied du mur. Si la C.G.T. refusait l'action, il était facile de la dénoncer comme « briseuse de grève », si elle acceptait, il était non moins facile de suspendre l'ordre de grève. Ce qui fut fait et avait l'avantage d'améliorer les relations avec les autorités.

Mais il n'est pas à cet aspect à la question qui nous laisse supposer que l'éventualité d'une grève reste cependant à envisager : Les conditions de vie des mineurs empirent de jour en jour et le fait qu'ils ne soient pas entrés dans la lutte à l'inspiration de centrales dévalorisées, n'implique pas forcément un manque de combativité irrémédiable.

Notre tâche sera précisément de promouvoir le mouvement, sur la base de l'unité ouvrière qui permettra aux mineurs d'entrer dans la lutte sans réserves mentales et sur des objectifs dont ils auraient déterminé eux-mêmes la valeur.

Il n'est pas possible que les mineurs aient dit leur dernier mot, n'en déplaise à ces messieurs les syndicalistes.

Charles DEVANÇON.

## Revue de la Presse Syndicale

Le problème de l'unité syndicale alimente abondamment les colonnes de la presse ouvrière :

### CHEZ LES GAULLISTES...

Pour « Travail et Liberté », organe des chartistes de la C.T.I., il est urgent de « refaire le syndicalisme ».

« La faillite du syndicalisme français traditionnel, dit en substance l'éditorialiste, a pour origine les « maux », et surtout la puerilité de ses mythes, sa rupture totale et quasi-permanente avec la réalité... Alors parlons de la faillite de ce syndicalisme traditionnel, de cette école française où, successivement les gaullistes, les chartistes, la bureaucratie jacobine et les staliniens ont déversé leurs démagogues et leurs principes destructeurs, mais ne parlons pas de la faillite générale du syndicalisme... »

Et l'éditorialiste conclut en affirmant la volonté des hommes groupés à la C.T.I. de rechercher les « maux » et de refaire un syndicalisme nouveau. Sans toutefois aller plus avant dans son exposition. Cette imprécision, que nous savons préméditée, cache les réserves mentales des dirigeants de la C.T.I. pour lesquels « un syndicalisme authentiquement français, une France forte, libre et heureuse, pour le pain, la paix et la liberté » (« Travail et Liberté ») dit le contre-pied naturel des « démagogues » et des « excès » du syndicalisme traditionnel.

### ...LES « UNITAIRES »...

C'est encore sur le problème de l'unité syndicale, que se penche avec passion Maurice Joyeux, dans les colonnes de l'« Unité » (organe des Comités d'action pour la démocratie et la liberté syndicales).

Après avoir fustigé les « philosophes barbus » et les « punaises de sacristie » du mouvement syndical, Joyeux ajoute au terme de son article :

« L'Unité dans un organisme où l'on abandonne, les uns après les autres, les principes qui sont une entrave à l'absorption de telle ou telle couche de la population est une hérésie. Si, au contraire, l'Unité est une réaction qui consiste, non plus à « trafiquer » l'organisation pour la mettre à la portée de tous, mais à l'affermir sur des positions traditionnelles et à gagner des adhérents à ces positions... Si l'Unité est le lieu d'être d'un mouvement de principes pour rassembler les individus, est la reconquête des individus aux principes ! alors l'Unité est souhaitable. Elle n'est plus l'Unité de tous pour rien. Elle est l'Unité des syndicalistes ! ».

### ...LES AUTONOMES...

L'opinion du « Métallo Autonome » (F.N.S.A.), est d'avis. Dans son article intitulé « Illusions et espoirs », Sekerko écrit :

« Si nous ne présentons pas, sur le plan national ou officiel, la force numérique d'une « grande centrale », du moins, sur le plan régional, là où les autonomes existent, nous sommes une force morale, et très souvent numérique, avec laquelle on ne peut pas ne pas compter. Notre raison d'être n'est que plus démontrée. Si un jour l'unité-faillite du mouvement syndical se réalise, elle ne pourrait pas avoir d'autres pôles d'attraction, d'autres promoteurs que les autonomes ! ».

Le camarade Sekerko entendrait-il que l'unité syndicale ne pourrait se faire qu'à l'intérieur de la F.N.S.A. ? Une telle conception serait, pour le moins ambiguë.

### ...FORCE OUVRIÈRE...

Dans les « Nouvelles Internationales » André Lafond analyse (?) les tendances existant à F.O.

« En gros, dit-il, se dégagent deux tendances. Celles de l'anarcho-syndicalisme qui repousse toutes les propositions de modification, de transformation progressive de la structure organisationnelle, pour réclamer la gestion directe des travailleurs, en utilisant l'action directe pour la réaliser ». Et enfin : « Celles des réformistes partisans d'une planification qui, par étapes successives, supprime le capitalisme, le dépouillera de ses moyens d'action et permettra l'amélioration constante du sort des salariés, en même temps qu'ils se formeront pour l'exercice des responsabilités économiques ».

L'« analyse » de Lafond est pour le moins hâtive. Qui sont-ils, ces anarchos-syndicalistes qui repoussent toute modification ? Seraient-ce les cama-

rades d'Angers ? Ceux de Lyon des P.T.T. ? Les cheminots de la Région Parisienne ? Ou bien alors les militants de la Loire-Inférieure ?

Triste réalité Lafond, que ton réformisme qui saperait le capitalisme. Ton collègue Bothereau, faisant appel au dirigisme actif, ne disait-il pas : « Pour des raisons de justice sociale (sic) et pour des raisons de paix sociale (resic) il n'est pas possible que les POUVOIRS PUBLICS RESTENT PASSIFS ».

Ce qui, tu en conviendras, est un procédé singulier pour préparer les travailleurs à l'exercice de responsabilités économiques. Nous ne saurions que trop te recommander plus de circonspection... et d'honnêteté.

### ...LES CEGETISTES...

Commentant à sa manière les leçons des mouvements du 12 février 34, Leriche, dans la « Vie Ouvrière »,

## LE COMBAT PAYSAN

QUAND M. PFIMLIN PARLE AGRICULTURE

Le 31 janvier, inaugurait le cycle de conférences de la Société des Agriculteurs de France, le fringant Ministre de l'Agriculture, Pierre Pfimlin, est allé de son petit discours.

Beaucoup d'auditeurs : propriétaires fonciers, industriels, officiers subalternes et supérieurs, baissiers, courtiers, Légion d'honneur, etc... Devant deux micros et en bonne compagnie le Ministre s'est senti très à l'aise et est entré dans le vif du sujet : « la nécessité d'une agriculture prospère pour le bien-être du pays ». Evidemment il n'a pas été question des ventes-saisies et des bas salaires des ouvriers agricoles. Le Ministre s'est simplement placé à la croisée des chemins entre la politique malthusianiste et la politique d'expansion agricole. Le choix du ministre est l'expansion agricole dont on pourrait le féliciter si cette expansion agricole tant prônée par l'Etat n'était mise chaque jour en échec à l'aide des taxes et au moyen des bas salaires ouvriers.

Il ne peut y avoir expansion agricole sans une expansion du marché intérieur pouvant permettre à tous d'acheter à des prix décents de quoi vivre décemment. Cela Monsieur le Ministre de l'Agriculture ne l'a pas dit et ne l'ayant pas dit il a été particulièrement applaudi par ses auditeurs bourgeois.

Qu'entend donc M. Pfimlin par expansion ? Eh bien ! il s'agit pour lui de créer un climat favorable à l'achat d'une garantie des prix et par une alliance entre l'agriculture et l'industrie. Tout un programme ! N'est-ce pas pour mieux exploiter la classe laborieuse ? Est-ce pour abaisser les prix de revient en rognant sur les maigres salaires ouvriers et paysans — ceci afin de permettre des exportations qui enrichissent les gros agriculteurs et les gros industriels ? Nous avons toutes les raisons de le penser lorsque nous voyons sur le marché intérieur les prix prendre l'ascenseur !

C'est peut-être cela que M. le Ministre de l'Agriculture entendait lorsqu'il a ajouté : « Nous sommes sur les confins de la surabondance agricole préparons l'alliance et de la pénurie ». Surabondance pour le petit nombre et pénurie pour le grand nombre n'est-ce pas ?

« Si les ouvriers gagnent peu, ils achètent peu et les paysans vendent peu et tout le monde souffre ». Voilà ce que nous écrivait dernièrement un petit agriculteur. Cela est vrai à l'échelle nationale. M. Pfimlin qui attend beaucoup de son collègue Longchambon, lequel œuvre à Strasbourg pour une organisation d'un marché agricole européen, devrait méditer ces salines paroles. Evidemment avec une idée de bien-être de bien-être Monsieur le Ministre de l'Agriculture ne risquerait d'être un peu moins applaudi et risquerait aussi de perdre son portefeuille actuel et du même coup dans l'avenir le portefeuille de l'intérieur que détient actuellement M. Queuille, ancien Ministre de l'Agriculture.

Pas d'illusions donc, Monsieur le Ministre et ses laudateurs ont bien à perdre face à l'attaque des gros industriels et des gros

appelle TOUS les travailleurs à manifester sur les mots d'ordre :

« A bas le fascisme ! Abrogation des décrets fascistes ! A bas le réarmement allemand ! Union pour la paix, pour les salaires ! Pour l'échelle mobile ! ».

Et d'ajouter, avec l'infailible pertinence des méthodes d'action. Pétitions et défilés, sont pour eux les seuls critères d'action. Conséquence logique d'une idéologie selon laquelle « les cadres règlent tout ». Et non moins logique, est la désertion des travailleurs des rangs staliniens. Car pour eux, la revendication ouvrière prime la mascarade politique.

André PICARD.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les paysans ont l'habitude de se lever tôt le matin. Ces derniers, prévenus à temps, étaient déjà de retour à leur ferme, les meubles qui déjà avaient été enlevés par les forces policières. Ces meubles furent rendus à Tauziède tandis que C.R.S. et compagnie battaient en retraite devant l'attitude décidée des cultivateurs.

M. le Préfet n'en est pas encore revenu.

Le 24 janvier à 4 heures du matin, à Antagnac, sur ordre du préfet, C.R.S., gendarmes et policiers en civil procédaient à l'expulsion du métayer Tauziède.

Mais M. le Préfet avait pensé à tout, même les